

Menace sur les emplois et la formation dans les secteurs des services essentiels

Nous, représentants syndicaux et patronaux des branches professionnelles des services, alertons les pouvoirs publics, les branches professionnelles, les entreprises, les salariés, les jeunes en recherche de futures formations en alternance et leurs parents, sur **les réductions budgétaires envisagées par le ministère du Travail et des Solidarités qui viendraient directement impacter les possibilités de financement des formations dans des secteurs clés qui recrutent.**

Nous représentons AKTO, l'opérateur de compétences des 27 branches professionnelles des services. **Notre mission est de favoriser la formation continue des salariés et le recrutement des jeunes en alternance dans des métiers touchés de plein fouet par les transformations écologiques, numériques, démographiques et réglementaires.**

Aujourd'hui, un projet de réduction budgétaire drastique, de l'ordre de 200 Millions d'euros à horizon 2028 et applicable pour moitié dès 2026, **amputerait les moyens de fonctionnement des opérateurs de compétences à hauteur de 30%, sans aucune cohérence avec une politique publique en matière d'emploi et de format.** Une réduction d'une telle ampleur mettrait en péril la capacité d'actions d'AKTO et de ses 1100 salariés implantés dans l'ensemble des territoires, y compris ultra-marins, auprès des 400 000 entreprises que nous couvrons et des 6 millions de salariés qu'elles représentent.

Alors que sur les 5 dernières années, nous avons tenu nos engagements en matière de réalisation et de respect des frais de fonctionnement fixés par les Gouvernements successifs, alors que nous avons dépassé certains des objectifs fixés, alors que nous nous sommes adaptés aux retournements économiques et aux changements réglementaires, **alors que les métiers des services continuent à recruter et que les emplois dans les branches font face à des évolutions majeures, nous serions appelés à suspendre une partie de nos services par l'imposition d'un plan d'économie irréalisable et mettant en danger le maintien et le développement de la formation professionnelle initiale et continue.**

Faut-il rappeler que les secteurs des services sont **ces métiers dit « essentiels »** sans lesquels le pays ne pourrait pas fonctionner : métiers de la Propreté, de l'Hôtellerie/Restauration,

des Commerces de gros, du Travail temporaire, de la Sécurité privée, de l'Aérien et tant d'autres* qui ont su se maintenir, s'adapter et rebondir pendant et après la crise du Covid quand nous en avons tous le plus besoin.

Faut-il rappeler que ces secteurs constituent **un vivier d'emplois et d'insertion** professionnelle pour tous, y compris les plus éloignés de l'emploi, pour qui une formation et l'accès aux savoirs de base sont essentiels.

Faut-il rappeler que ces secteurs sont constitués à **80% de petites et moyennes entreprises**, poumons du tissu économique français et qu'elles n'ont ni les moyens ni le temps pour prendre seules en charge la formation des salariés ou le recrutement d'un alternant alors même qu'elles en ont terriblement besoin pour maintenir et développer leur activité.

C'est pourquoi AKTO est là.

Sur les trois dernières années (2023-24-25) AKTO a permis à plus de **400 000 alternants** de trouver leur place en entreprise, AKTO a permis **à plus de 1,5 million de salariés d'avoir accès à une formation** leur permettant d'améliorer leurs compétences, AKTO a permis **à plus de 200 000 entreprises par an** de bénéficier de services de diagnostic en ressources humaines, de parcours de formations clés en main et de qualifications.

Pour que les secteurs des services continuent à jouer leur rôle à plein dans la société, **continuons à soutenir la formation et la montée en compétence des salariés et la capacité des entreprises à répondre aux défis de demain.**

Garantissons les moyens de notre action pour les années à venir, au service des branches professionnelles, des entreprises, des salariés, des futurs alternants et plus généralement de l'ensemble de la population dépendante des secteurs des services dans leur quotidien.

Signataires :

Jean Hédou, Président d'AKTO, Laurent Barthélémy, Vice-président d'AKTO

Et les administrateurs d'AKTO au titre des organisations CFDT Transports et Equipements, CFDT Fédération des services, CFDT Interco, CFDT, CFE CGC FIECI, CFE CGC, CFE CGC FNEMA, CFE CGC INOVA, CFE CGC FDEA, CFTC Intérim, CFTC CSFV, CFTC SNED FGT, CFTC Fédération des services, CGT Ports et Docks, CGT Fédération des services publics, CGT Intérim, CGT FNST, CGT FCS, FO FGTA, FO FEETS, FO FEC, SUD AÉRIEN, UNSA Intérim, UNSA Transport, UNSA Fédération des Commerces et des Services, Confédération des Grossistes de France (CGF), Fédération des Entreprises de la Propreté (FEP), Fédération Nationale de l'Aviation et de ses Métiers (FNAM), Groupement des Entreprises de Sécurité (GES), Groupement des Hôtelleries et des Restaurations de France (GHR), Groupement National des Chaines Hôtelières (GNC), Fédération des entreprises de travail temporaire et de recrutement (PRISM'EMPLOI), Syndicat National de l'Alimentation et de la Restauration rapide (SNARR), Syndical National de la Restauration Collective (SNRC), Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (UMIH)

*Activités du déchet, Autoroutes, Cafétarias, Commerces de gros, Commerces de quincaillerie, Enseignement privé indépendant, Enseignement privé non lucratif, Entretien et location textile, Exploitations forestières et scieries agricoles, Hôtels, cafés, restaurants, Travail mécanique du bois, Organisme de formation, Portage salarial, Prévention, sécurité, Propreté et services, Restauration collective, Restauration rapide, Service de l'eau et assainissement, Transport et travail aérien, Travail temporaire, Maisons des étudiants, Diocèses de l'Eglise catholique de France, Restauration ferroviaire